

Bureau de l'environnement

La Roche-sur-Yon, le **21 JAN. 2026**

Dossier suivi par : Anthony POUPEAU

Tél. : 02.51.36.70.54

Mél : pref-icpe@vendee.gouv.fr

Références à rappeler : 2024/0828

Dossier n° 2004/2805

Monsieur,

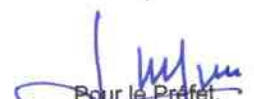
Par arrêté n° 2024-DCPATE-411 du 7 août 2024, je vous avais mis en demeure de mettre en conformité les installations que vous exploitez sur la commune de SAINT PIERRE DU CHEMIN, concernant la surveillance des rejets d'eau et d'air et le respect des concentrations d'odeur.

L'avis formulé par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, consécutivement à la réalisation des actions correctives attendues et à la réception des justificatifs associés, permet de lever la mise en demeure prise par mon arrêté du 7 août 2024.

Je vous signale que conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01). Le délai de recours est de deux mois à partir de la date de notification de la décision.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet,


Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

FERTIL'EVEIL
26 rue des Tuileries
85120 SAINT-PIERRE-DU-CHEMIN